

cune raison sérieuse pour que l'un ou l'autre des divers paliers de gouvernement paie les frais de l'enseignement primaire et secondaire mais ne s'occupe pas de la même façon de la formation universitaire.

Nous devons nous affranchir de l'idée qu'en procurant de l'aide à ceux qui cherchent à se procurer une formation universitaire, nous accordons une faveur, surtout au profit personnel de l'étudiant. Il est vrai que les diplômés d'université peuvent gagner des revenus supérieurs, mais ces revenus, découlant d'une plus grande productivité, amenée par leur compétence plus étendue, non seulement profiteront à la collectivité, mais nous permettront de supporter les frais des programmes considérables de bien-être social et de l'instruction supérieure elle-même.

Chose importante entre toutes, les mesures semblables à la création de ces prêts aux étudiants assureront au Canada les compétences qu'il doit posséder pour prendre de l'avance dans le monde commercial d'aujourd'hui, où la concurrence est très forte. Sans le secours de ces compétences, nos produits ne pourront soutenir la concurrence de ceux des autres pays, où la technologie progresse constamment. Le maintien et le relèvement de notre niveau de vie dépendent de l'adoption, par le Parlement, de mesures semblables à celle que nous discutons. Nous devons considérer le coût de cette caisse de prêts aux étudiants et les autres mesures qui s'en suivront comme une sorte de placement dans ce qui constitue sans aucun doute notre richesse la plus précieuse, nos jeunes gens; le rendement dépassera de beaucoup les dépenses.

Bien entendu, monsieur l'Orateur, cette caisse de prêts aux étudiants n'est pas en soi la réponse totale au problème de frais d'éducation supérieure, versés à l'étudiant qualifié comme l'université qu'il fréquente. Mais elle représente un pas significatif et remarquable vers l'objectif suivant: personne n'ayant le désir d'une instruction supérieure et l'aptitude à l'acquérir n'en sera privé pour des raisons financières, au Canada. En conclusion, monsieur l'Orateur, je paraphraserai les paroles de M. Leddy, président de l'Université de Windsor: «Ce problème devra continuer à peser lourdement sur nous jusqu'à ce que l'objectif vital soit atteint.»

M. P. B. Rynard (Simcoe-Est): Monsieur l'Orateur, je tiens tout d'abord à féliciter le ministre d'avoir présenté cette mesure, si modeste soit-elle. Mais je me demande ce qu'il est advenu des 10,000 bourses.

L'hon. M. Gordon: Attendez et vous verrez.

M. Rynard: La toison d'or qui est apparue, puis disparue. Et que faut-il penser maintenant du gros titre imprimé dans le *Star* de Toronto du 1^{er} mai 1962: «10,000 bourses

aux étudiants»? Nous voilà avec un pauvre succédané, mais c'est mieux que rien.

Le Canada a grandement besoin aujourd'hui de diplômés d'université. C'est là un fait qu'il nous faut reconnaître. Notre niveau de vie est le deuxième au monde, monsieur l'Orateur, et nous nous en vantons. Mais si nous comparons nos effectifs travailleurs, c'est-à-dire ceux qui étudient à l'université, avec ceux des États-Unis, par exemple, nous constatons que les nôtres sont de 2 p. 100 et que les leurs s'élèvent à 6 p. 100. Autrement dit, monsieur l'Orateur, proportionnellement à la population, ils ont trois fois plus d'étudiants que nous. J'ajouterai que, dans les domaines scientifiques et technologiques, nous occupons à peu près le onzième rang parmi les pays du monde.

Selon moi, monsieur l'Orateur, nous avons vécu du fruit de nos ressources naturelles, mais nous avons omis de mettre en valeur la plus grande ressource naturelle que nous ayons: les cerveaux de notre pays. Par tête de population, nous utilisons moins de la moitié des scientifiques qu'emploient les États-Unis. De plus, je tiens à signaler, monsieur l'Orateur, que la Russie s'est vantée qu'en 1970 elle aura le double des hommes de science que possèdent les États-Unis. Est-il étonnant alors, si l'on songe à cela et au fait que les États-Unis comptent trois fois plus de scientifiques que nous dans l'effectif de leur main-d'œuvre, que notre industrie soit aujourd'hui en grande partie sous la maîtrise d'étrangers? Je le répète, nous avons eu la bonne fortune d'être dotés de certaines des plus grandes ressources naturelles qu'un pays peut avoir, ressources naturelles que nous exportons et ne mettons pas en valeur dans notre propre pays. Il nous faut maintenant mettre en valeur les intelligences et les aptitudes dont nous disposons pour manutentionner, fabriquer et vendre nos produits ouvrés sur les marchés mondiaux.

Cette année, seulement un peu plus de 180,000 étudiants se sont inscrits dans nos universités. Si mes chiffres sont exacts, nous avons 142,000 étudiants d'université qui suivaient des cours réguliers et environ 45,000 qui suivaient des cours à temps partiel ou des cours post-universitaires. Au train où vont les choses, ce chiffre aura doublé d'ici dix ans. Mais cela n'est pas encore assez. Nous sommes encore bien loin derrière les autres pays, comme je l'ai démontré, et si nous voulons assurer notre survivance, nous devons tripler et quadrupler le nombre de nos diplômés universitaires. Sur 100 élèves qui entrent à l'école publique, il y en a 65 qui entrent à l'école supérieure et huit de ceux-là qui entrent à l'université, dont six obtiennent leur diplôme. Ce gaspillage de notre plus grande ressource naturelle, monsieur l'Orateur, doit cesser. Sur le plan strictement